

... les implications économiques que pourrait avoir la politique énergétique fédérale pour l'Alberta doivent être examinées dans le contexte actuel qui est celui d'une économie surchauffée... Même si l'allure effrénée, ces quelques dernières années, de l'activité économique en Alberta finira par se ralentir, le taux de croissance et l'activité économique de la province demeureront plus élevés que ceux du reste du pays, et dépasseront vraisemblablement ceux de la plupart des pays industrialisés du monde occidental...

Voilà ce qu'avait à en dire M. William Barratt.

Voici ce que M. Jeff Sallot d'Edmonton a écrit à ce sujet:

Si l'on passe tous les secteurs de l'économie albertaine en revue un à un, on constate que cette province connaîtra une croissance économique dans presque tous ces secteurs—dans l'industrie forestière, dans la fabrication, dans l'industrie pétrochimique, dans le bâtiment et même dans l'industrie minière, secteur qui englobe les activités pétrolières et gazières. Seul le secteur agricole, qui est durement touché par l'inflation, risque de connaître des difficultés l'année prochaine.

Je dirais que cela provient en grande partie de la hausse du prix de l'énergie. Voici la suite et la fin:

En réalité, d'après les perspectives économiques, les Albertains qui comptent déjà parmi les gens les plus prospères du monde, devront peut-être se contenter d'un peu moins que prévu pendant un petit bout de temps. Il sera un peu plus difficile de faire rapidement fortune en 1981. Il n'y aura toutefois pas de soupe populaire sur Jasper Avenue et on ne verra pas de toiles d'araignées dans les raffineries de pétrole.

Voilà comment ceux qui vivent et travaillent en Alberta et dont le jugement sur la situation actuelle n'est pas faussé par des considérations partisans perçoivent la situation.

Qu'en est-il dans l'industrie? L'Agence de surveillance du secteur pétrolier vient justement de publier un rapport hier. Le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) a cité un article du *Toronto Star*. Que lit-on dans cet article au sujet du rapport de l'Agence de surveillance du secteur pétrolier? La manchette est la suivante: «Hausse des bénéfices pétroliers, baisse des investissements dans la prospection». L'article précise que pour les neuf premiers mois de l'année, les bénéfices des sociétés pétrolières et gazières ont augmenté de 54 p. 100 par rapport à l'année dernière; il s'agit d'une hausse supérieure à l'ensemble de l'industrie et de l'économie. Cependant, les investissements dans la prospection ont baissé comparativement aux neuf premiers mois de l'année dernière.

Que s'est-il produit depuis que le programme énergétique national a été présenté? Nous avons vu des sociétés annoncer des budgets de prospection plus importants qu'elles ne l'avaient prévu. L'une d'elles est la société canadienne Norcen. Il se peut que certaines multinationales étrangères voient diminuer quelque peu leur capacité de financement par suite de l'imposition de cette nouvelle taxe, mais les sociétés pétrolières et gazières canadiennes se trouvent en meilleure posture qu'auparavant, compte tenu des subventions que nous pouvons leur accorder en vertu de notre programme énergétique national. Les données que nous avons obtenues pour un certain nombre de sociétés canadiennes le prouvent, sans conteste, dans tous les cas.

● (2250)

Si nous examinons la moyenne pour l'industrie, que voyez-vous? L'agence de surveillance du secteur pétrolier a établi, non pas dans le présent rapport mais dans le précédent, que les rentrées avaient augmenté de 67 p. 100 de 1977 à 1979. On prévoit une autre augmentation d'à peu près un tiers pour 1980. Si on tient compte des stimulant mentionnés dans notre programme, les rentrées pour l'ensemble de l'industrie ne diminueront pas en 1981, estime-t-on, mais augmenteront d'environ 7 p. 100 par rapport à 1980 malgré la hausse des

### *La situation économique*

impôts. Même en ne tenant pas compte de ces stimulants et même si les sociétés décidaient de ne pas demander les subventions qui seront offertes, on prévoit que les rentrées seront supérieures de 28 p. 100 en 1981 à ce qu'elles étaient en 1979. Telle est la situation de l'industrie du pétrole et du gaz sous le régime du Programme énergétique national.

Il y a des entreprises qui s'en trouveront relativement mal, et j'ai déjà dit que nous examinons chaque cas individuellement avec elles. Nous tâchons de voir si des ajustements ne sont pas nécessaires de sorte que celles qui seraient injustement atteintes et pâtiraient puissent être en mesure de poursuivre leurs activités. Nous le faisons en songeant particulièrement aux jeunes sociétés canadiennes.

Les chiffres concernant l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière et surtout l'avenir économique de l'Alberta, ne correspondent pas à ceux que les représentants de l'opposition officielle ont tenté de mettre de l'avant au cours des dernières semaines et des derniers jours. Quelle solution proposent-ils? Selon eux, il faudrait un regain d'activité dans le secteur énergétique. Comme nous avons pu le voir dans leur budget, leur solution consistait à imposer des prix beaucoup plus élevés que ceux que nous avons proposés dans notre budget. Les députés d'en face ont proposé que le prix du pétrole augmente de façon à atteindre 85 p. 100 du prix de Chicago ou du prix mondial d'ici 1984.

**M. Wilson:** Voudriez-vous répéter cela?

**M. Lalonde:** J'ai dit 85 p. 100 du prix de Chicago ou du prix mondial d'ici 1984. Voilà ce que proposait le budget conservateur l'année dernière.

Ce soir, le chef de l'opposition a dit que le cheik Yamani avait prédit que l'année prochaine, le pétrole pourrait se vendre jusqu'à 80 dollars le baril au lieu de 32 dollars, ce qui est le prix à l'heure actuelle par l'Arabie Saoudite.

**M. McDermid:** Et vous le paieriez ça.

**M. Lalonde:** Les Canadiens devraient payer 85 p. 100 de 80 dollars par baril c'est-à-dire \$68 et les Conservateurs voudraient que les Canadiens payent pour toute cette production y compris la production canadienne. Ils veulent que les Canadiens payent ce prix très élevé. Les Canadiens n'ont d'autre choix que de payer un prix élevé pour les 15 p. 100 de notre consommation que nous devons acheter sur le marché international. Nous n'avons d'autre choix que de payer ces prix extrêmement élevés que nous impose le cartel appelé OPEP pour les 15 p. 100 de notre consommation nette. Toutefois en tant que Canadiens nous n'avons pas à payer les prix de l'OPEP ni même 85 p. 100 de leur montant pour ce qui est de notre production nationale qui appartient après tout à tous les Canadiens et devrait donc être utilisée dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Le chef de l'opposition a parlé des pêcheurs, des agriculteurs et des travailleurs. Que signifierait cette politique pour les pêcheurs, les agriculteurs ou les travailleurs qui doivent se déplacer pour se rendre à leur travail? Cela signifierait des coûts beaucoup plus élevés. Cela ne se traduirait pas par de nouveaux emplois. Cela signifierait l'accroissement des bénéfices de certaines sociétés pétrolières, davantage d'argent dans leurs coffres et des milliards et des milliards de dollars dans le Trésor d'un seul gouvernement provincial. Voilà ce que cela signifierait.